

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!

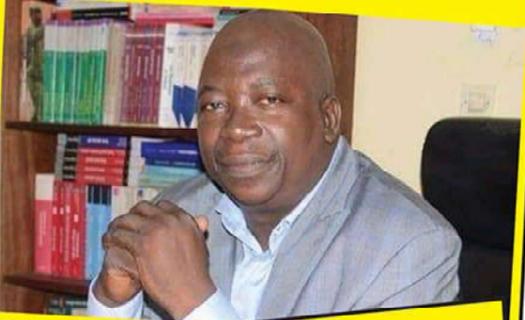


Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°210 du lundi 07 février 2022 - Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

CNT

P.3

Me Mohamed Traoré décline les grandes priorités de l'organe législatif de la transition



Session inaugurale du CNT

P.3

Quand Dr Dansa Kourouma cloue au pilori la gouvernance Alpha

AG de l'UFDG

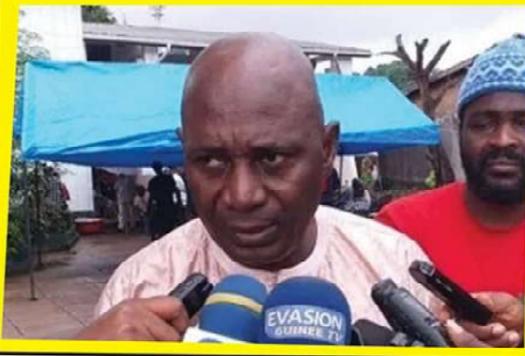
P.4

Cellou Dalein Diallo clame son "innocence" dans l'affaire Air Guinée



Abdourahmane Sano à propos d'Alpha
« J'ai éprouvé beaucoup de peines à voir les images de son arrestation... »

P.2



Transition

Ce que Faya Millimouno du BL attend du CNT

P.3

Diplomatie guinéenne

La liste des 34 ambassadeurs rappelés par le colonel Doumbouya Doumbouya

P.5

Départements ministériels

Des cadres nommés à l'Economie et aux Télécommunications

P.7



Edito à vue d'Aigle

Le CNT et les légitimes attentes des populations !

Le samedi 5 février, il s'est tenu au palais du peuple la session inaugurale du Conseil National de la Transition (CNT). C'était en présence du premier président de la Cour suprême de Guinée, du président de l'Assemblée nationale de la Sierra-Léone, du président du conseil national de la transition malienne, du Premier ministre, des membres du CNRD, des membres du Gouvernement, des ambassadeurs accrédités en Guinée... P2

Edito à vue d'Aigle



Le CNT et les légitimes attentes des populations !

Le samedi 5 février, il s'est tenu au palais du peuple la session inaugurale du Conseil National de la Transition (CNT). C'était en présence du premier président de la Cour suprême de Guinée, du président de l'Assemblée nationale de la Sierra-Léone, du président du conseil national de la transition malienne, du Premier ministre, des membres du CNRD, des membres du Gouvernement, des ambassadeurs accrédités en Guinée.

Après le discours d'installation du premier président de la cour suprême, Fodé Bangoura, et les témoignages du président de l'Assemblée nationale de la Sierra-Léone et du président du Conseil national de la transition malienne, l'honneur est revenu au tout nouveau président du Conseil national de la transition (CNT), Dr Dansa Kourouma, de tenir son discours.

« Nous veillerons à trouver les meilleures articulations qui vaillent pour la nouvelle constitution afin que celle-ci repose désormais sur son inviolabilité par les esprits en proie avec la tentation de la mal gouvernance et de ses dérives qui ont causé tant de torts à notre pays », a déclaré l'ancien président du CNOSCG.

Pour rappel, c'est le 22 janvier que le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, sur propositions de leurs structures d'origine, a nommé les 81 conseillers nationaux devant siéger au sein de l'organe législatif de la transition, à savoir le CNT (Conseil national de transition). Son choix s'est porté sur Dr Dansa Kourouma du CNOSCG (Conseil national des organisations de la société civile de Guinée) pour assurer la présidence de l'organe législatif de la transition.

Pour ses partisans, en mettant en place le CNT, le colonel Mamadi Doumbouya donne ainsi à l'opinion nationale et internationale la preuve de sa bonne foi. Ces derniers temps, on le sait pertinemment, des voix plus ou moins autorisées avaient commencé à s'élever au sein de la classe politique et de la société civile pour pointer le retard accusé dans la mise en place du CNT. Pour les détracteurs du CNRD et de son président, la nomination de Dr Dansa Kourouma pose problème. Le président du CNOSCG est accusé par une bonne frange de la population de n'avoir pas lutté ouvertement et farouchement contre le 3ème mandat du professeur Alpha Condé. De là à le présenter comme un promoteur déguisé dudit mandat, il y a un pas que ses adversaires ne tardent pas souvent à franchir avec empressement.

Après la formation du gouvernement de transition, il ne restait plus que la mise en place du CNT. C'est désormais chose faite. Il reviendra alors aux 81 conseillers nationaux de jouer pleinement et efficacement leur partition pendant cette transition de tous les espoirs mais aussi de toutes les craintes.

Kéfina Diakité

Après la grâce accordée à AOB et Jean Guilla Vogui

Alhoussein Makanéra Kaké fait des révélations !

Alpha Oumar Boffa Diallo «AOB» et Jean Guilla Vogui, tous condamnés pour l'attaque du domicile d'Alpha Condé en 2011, font partie des détenus graciés la semaine dernière par le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya. Après cette grâce, Alhoussein Makanéra Kaké a fait des révélations par voie de presse.



Pour le président du FND, un allié du RPG Arc-en-ciel et défenseur attitré des acquis de l'ex-président Alpha Condé, AOB et Jean Guilla Vogui, après leur libération, devraient maintenant

permettre aux Guinéens de pouvoir comprendre tout ce qui s'est passé. « Ils n'ont peur de rien. Ce qu'ils ont fait hier si cela était vrai, c'est ce que l'autre a fait le 5 septembre 2021. Donc il

n'y aucune crainte. Au contraire, ils diront la vérité, ils permettront au peuple de Guinée, surtout à la génération future de comprendre réellement notre histoire et ce qui s'est passé ce jour-là... Cela m'a poussé à mener des enquêtes personnelles à Conakry et au-delà de Conakry. Je suis même entré en contact avec Jean Guilla Vogui, à qui j'ai envoyé plusieurs personnes, parce que j'avais obtenu de l'autre côté que s'il disait la vérité telle qu'il sait de ce qui s'est passé, il pouvait bénéficier des circonstances atténuantes. Lui-même, il a cherché à me piéger en disant un jour dans une tentative de m'enregistrer "vous m'avez dit de reconnaître". J'ai dit non, je ne vous ai jamais dit de reconnaître un acte que vous n'avez pas posé. Je vous dis d'aider à la manifestation de la vérité. Si vous participez à ça, je peux vous garantir que vous pouvez bénéficier des circonstances atténuantes.», révèle l'ancien ministre de la Communication sous Alpha Condé. Une sortie qui, comme il fallait s'y attendre, a fait réagir.

Tidiane Diallo

Abdourahmane Sano à propos d'Alpha Condé

« J'ai éprouvé beaucoup de peines à voir les images de son arrestation... »

Invité le vendredi 4 février dans l'émission "Mirador" de FIM FM, le désormais ex-coordonateur national du Front national pour la défense de la constitution (FNDC), Abdourahmane Sano, est revenu entre autres sur la chute du professeur Alpha Condé.

Parlant du bilan de l'homme qui aura présidé aux destinées de la Guinée du 21 décembre 2021 au 5 septembre 2021, le patron de la PCUD dira ceci : « Le Président Alpha Condé, il a beaucoup fait pour ce pays. Le fait que l'UFDG ait participé à l'élection lui a donné la légitimité à l'élection, mais nous ne contestons pas le fait que l'élection présidentielle ait été organisée à bonne date. Là aussi, dans mon adresse à la communauté internationale, j'ai dit que l'élection programmée

pour le 18 octobre, était une programmation légale. On continue à rendre honneur au Président Alpha Condé. Parce qu'encore une fois, il a fait beaucoup de choses pour ce pays ».

Avant de déplorer la façon dont Alpha Condé a été traité après sa chute, suite au coup d'Etat perpétré par le colonel Mamadi Doumbouya, alors commandant du Groupement des Forces spéciales. Il dit avoir éprouvé beaucoup de peines à voir les images de l'arrestation du

fondateur du RPG. « J'ai éprouvé beaucoup de peines à voir les images de son arrestation. Les images de son jour d'arrestation et celles qu'on a laissées le jour de son départ pour l'étranger m'ont profondément choqué. Par d'abord pour son âge, pour ce qu'il a incarné pour ce pays et pour notre pays lui-même. Ça a terni l'image de notre pays et c'est vraiment regrettable. », a confié Abdourahmane Sano aux chroniqueurs de l'émission "Mirador" de FIM FM.

Tidiane Diallo

Session inaugurale du CNT Quand Dr Dansa Kourouma cloue au pilori la gouvernance Alpha

Le samedi 5 février, Dr Dansa Kourouma a mis à profit l'installation du CNT, dont il est le président, pour peindre en noir la gestion du pays par le professeur Alpha Condé ces dernières années. Une sortie qui a surpris plus d'un observateur. L'ancien président du CNOSCG étant en effet accusé par une bonne frange de la population d'avoir été un soutien déguisé du 3ème mandat du même Alpha Condé.



« Ces dernières années, le peuple éreinté, lassé de manifester sans succès, excédé face à un exercice révoltant de la puissance publique, s'était fléchi à observer, souffrant en silence face à une autocratie rampante qui étouffait dans ses tentacules tout espoir de bien-être. La déliquescence de l'État obstruait toute progression vers l'éradication de la pauvreté, de l'indigence dans la perspective d'un développement durable. Les espoirs suscités par les élections pluralistes se sont vite estompés, cédant imparablement aux assauts répétés d'un système incapable de prendre ses responsabilités, sourd aux cris de détresse d'un

peuple pourtant vaillant qui lui a en toute confiance délégué le privilège de diriger son destin.

Sur le plan économique, l'annonce ou l'espérance d'une croissance économique ne s'est pas toujours accompagnée d'une transparence et équitable répartition du revenu du patrimoine national. Notre économie agonisant sous la corruption et les mauvais choix politiques ne parvient pas à créer la richesse et la prospérité qui en découlent. Cette posture morale n'a jamais été une préoccupation des tenants du régime. L'exploitation des fabuleuses richesses minières n'a jamais profité aux Guinéens.

Les revenus tirés des diverses ressources naturelles et humaines n'ont point servi de tremplin au développement. L'exploitation minière n'a eu aucun impact positif sur la vie du ménage guinéen (...). Au cours de la décennie 2010-2021, le peuple de Guinée a vécu des moments douloureux parce que des milliers de personnes ont perdu la vie, d'autres, leur liberté, d'autres, leurs biens, assistant impuissants à leurs destructions », a déclaré Dr Dansa Kourouma dans son discours d'installation à la tête du CNT, l'organe législatif de la transition.

Tidiane Diallo

Transition

Ce que Faya Millimouno du BL attend du CNT

Les 81 membres du Conseil national de la transition (CNT) ont été installés le samedi 5 février par le premier président de la cour suprême. Le président du Bloc Libéral, Dr Faya Millimouno, a réagi à cette installation et a dit ce qu'il attend de cet organe législatif de la transition.



« Nous avons écouté le président du CNT qui a eu un message très percutant. Un message de promesses que le CNT va privilégier l'intérêt général. Ceci est extrêmement important parce que nous voulons finir avec les périodes transitoires dans notre pays. A chaque fois que la vie constitutionnelle est interrompue, c'est beaucoup d'opportunités que le peuple perd. Et nous voulons donc tourner définitivement la page de cette instabilité. Mais cela passe par un travail qui va nous permettre de sortir une constitution à la dimension de nos ambitions », a réagi le président du Bloc libéral, Dr Faya Millimouno. Et d'ajouter ceci: «

Parce que pour beaucoup, la constitution prochaine, ça sera seulement l'exercice d'une rédaction juridique. Ça sera une faute. Il faut que ça soit une occasion de développer une vision commune de notre peuple, de l'avenir de notre peuple. Et il faut prendre en compte les vrais enjeux. Nous sommes un peuple qui a une lecture très diverse de son histoire. Il faut donc s'y attaquer également durant cette période transitoire. Et nous pensons que le CNT nous produira un excellent travail ». Vaste programme donc pour Dr Dansa Kourouma et ses collègues conseillers nationaux.

Tidiane Diallo

CNT

Me Mohamed Traoré décline les grandes priorités de l'organe législatif de la transition

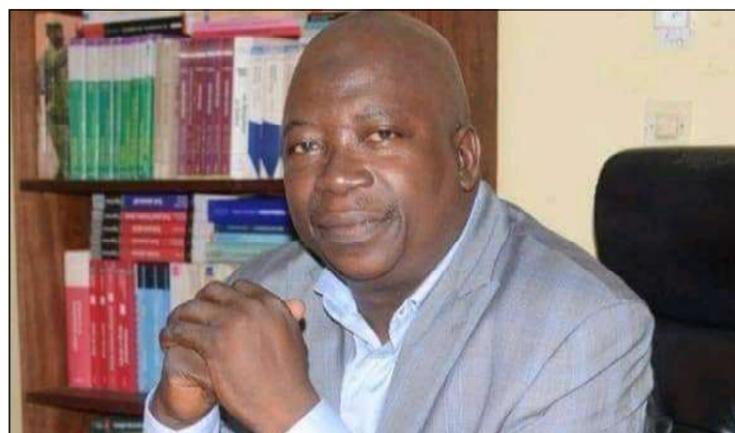
La session inaugurale du CNT s'est tenue le samedi 5 février au palais du peuple. Les 81 membres de l'institution ont officiellement pris fonction. En marge de cette installation, Me Mohamed Traoré, conseiller national issu de l'ordre des avocats, a décliné les grandes priorités dudit CNT.

« Tout est prioritaire mais la priorité des priorités sera d'abord la définition de la durée de la transition, le

chronogramme de la transition. Et après, on passera certainement au travail concernant l'élaboration du projet de constitution », a fait savoir l'ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Guinée, Me Mohamed Traoré. « La particularité de ce CNT est de faire en sorte que nous ne soyons plus en face d'une nouvelle transition, parce qu'en 2010, lorsqu'on était au CNT, personne ne pouvait s'imaginer

qu'on allait retomber dans une nouvelle transition et qu'on allait mettre en place un nouveau CNT. Je pense que le CNT qui prend fonction aujourd'hui, tout le travail consistera à faire en sorte qu'on ne se retrouve plus dans une nouvelle transition et qu'il n'y ait plus un autre CNT », a indiqué Me Mohamed Traoré.

Kéfina Diakité



AG de l'UFDG

Cellou Dalein Diallo clame son "innocence" dans l'affaire Air Guinée

L'assemblée générale de l'UFDG s'est tenue le samedi 05 février à Commandayah. Une occasion que son président, Cellou Dalein Diallo, a mise à profit pour clamer son innocence dans l'affaire Air Guinée, dont vient de se saisir la CRIEF.



« Il y a des mains qui cherchent à nuire à la réputation du candidat de l'UFDG en l'associant à des dossiers supposés frauduleux. En disant ce sont eux qui ont privatisé Air Guinée. Mais ce n'est pas nouveau pour vous. A chaque changement de régime, lorsque les gens regardent la force de l'UFDG, ils ont envie de nuire à la réputation de son président. Mais, je suis heureux aujourd'hui qu'on dise que ces dossiers doivent être transmis à la justice. Parce que votre président ne se reproche rien », a martelé le président de l'UFDG, ancien Premier ministre de feu Lansana Conté. Avant d'ajouter : « Tous ceux qui ont collaboré avec moi dans ma carrière administrative, ils ont du respect pour moi. Je ne

suis pas un homme d'argent. Je suis un homme d'honneur. Les régimes qui se sont succédé cherchaient des ardoises contre moi. Tous ces dossiers, ils ont regardé pour essayer de trouver si on pouvait salir davantage la réputation de Cellou ou le disqualifier définitivement dans la vie politique. C'est impossible. Donc soyez tranquilles. Je n'ai pas vendu, c'est le président qui a décidé et qui a pris un décret. Donc, il faut que vous soyez mentalement prêts. Moi, je suis prêt ».

Espérons vivement que les prochains débats à la CRIEF nous permettront enfin d'éclairer la lanterne des Guinéens par rapport à cette affaire Air Guinée.

Tidiane Diallo

FNDC

Foniké Mengué remplace Abdourahmane Sano à la coordination nationale

Le jeudi 3 février 2022, au cours d'une cérémonie organisée au siège du FNDC (Front national pour la défense de la constitution), Abdourahmane Sano, jusqu'ici Coordinateur National de la structure, a passé le témoin à Oumar Sylla alias Foniké Mengué. Une occasion que l'ancien ministre de l'Agriculture a mise à profit pour rappeler cette noble mission que s'est fixée le FNDC le 3 avril 2019.

« C'était un pari personnel à gagner. Heureusement, que mes collaborateurs de la Coordination, des antennes de l'intérieur et de l'extérieur, du Comité de Pilotage et de la Plénière, que vous représentez, étaient là, à mes côtés. Je voudrais du fond du cœur vous remercier tous de votre soutien. Et surtout merci et grand merci aux membres du Comité de Pilotage, de la Coordination nationale et des antennes qui ont affronté jusqu'au bout ces moments historiques et difficiles à mes côtés, dans la fraternité et dans une discipline exemplaire. C'est le lieu de rendre un vibrant hommage au vaillant Peuple de Guinée ; puis féliciter et remercier toutes les Guinéennes et tous les

Guinéens, de l'intérieur comme de la diaspora, qui ont répondu très majoritairement et spontanément à l'appel patriotique du FNDC et ont battu le pavé durant plus deux (2) longues années pour prévenir le recul. Sans leur précieuse contribution à l'historique mobilisation de notre Peuple, notre engagement serait infructueux », a indiqué Abdourahmane Sano. Dans son intervention de circonstance, le nouveau Coordinateur National du FNDC, Oumar Sylla alias Foniké Mengué, dira ceci : « Je m'engage devant les membres de la coordination nationale, les membres de la plénière, les structures à la base, les militants et sympathisants du FNDC à perpétuer les acquis hérités

du coordinateur national sortant et à parfaire les limites du mouvement. La coordination nationale rassure les militants et sympathisants du FNDC ainsi que tous les démocrates et citoyens épris de paix et de justice qu'elle déclinera les jours à venir le positionnement du mouvement dans cette période de transition » Mais apparemment, il faut dire et reconnaître que tous les membres du FNDC ne sont du même avis. L'antenne de Labé a par exemple ouvertement dénoncé la façon dont la passation de témoin a eu lieu entre Abdourahmane Sano et Oumar Sylla alias Foniké Mengué. Affaire à suivre.

Kéfina Diakité



Diplomatie guinéenne

La liste des 34 ambassadeurs rappelés par le colonel Doumbouya Doumbouya

Le jeudi 3 février, dans un décret lu à la télévision nationale, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a pris la décision de rappeler 34 ambassadeurs et plénipotentiaires de la Guinée à l'étranger. Il s'agit de :



1- Elhadj Abdoulaye Doré, ambassadeur près de la République du Libéria
 2- Abdourahamane Seinkoun Camara, ambassadeur près de la République de Côte d'Ivoire
 3- Aboubacar John, ambassadeur près le Royaume du Maroc
 4- Aboubacar Sidiki Camara, ambassadeur près de la République de Cuba, appelé à d'autres fonctions
 5- Alexandre Cécé Loua

ambassadeur près de le Royaume Uni, Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
 6- Alhassane Barry, ambassadeur près de la République algérienne démocratique et populaire
 7- Aly Diané, ambassadeur représentant permanent près les Nations Unies à New-York
 8- Amara Camara, ambassadeur près de la République française
 9- Mme Kobelé Keita, ambassadeur près la

République du Sénégal
 10- Arafan Kaba, ambassadeur représentant permanent près la confédération Nations Unies à Genève
 11- Daouda Bangoura, ambassadeur près la République de Turquie
 12- Bangaly Diakhaby ambassadeur près la République Islamique d'Iran
 13-Edouard Théa, ambassadeur près la

République d'Angola
 14- Mme Fatoumata Baldé, ambassadeur auprès de l'Inde
 15- Fodé Keita, ambassadeur près la République du Mali
 16- Gaoussou Touré, ambassadeur près la République fédérale démocratique d'Ethiopie et l'Union Africaine
 17- Mme Hawa Diakité, ambassadeur près la République d'Afrique du Sud
 18- Kabinet Condé, ambassadeur près la République Fédérale du Brésil
 19- Kerfala Yansané, ambassadeur près les Etats-Unis d'Amérique
 20- Lanciné Ani Touré, ambassadeur près l'Etat du Qatar
 21- Madjou Kaké, ambassadeur près la République fédérale de Russie
 22- Mohamed Lamine Condé, ambassadeur près la République fédérale de Malaisie
 23- Mohamed Chérif Diallo, ambassadeur près la République d'Italie et autres organisations internationales
 24- Mohamed Chérif Nabaniou, ambassadeur près

le Royaume d'Arabie Saoudite
 25- Mme Olga Siradin, ambassadeur près la République du Ghana
 26- Ousmane Camara, ambassadeur près de la République de Guinée-Bissau
 27- Ousmane Sylla, ambassadeur auprès de l'Union Européenne et pays du Benelux.
 28- Saramady Touré, ambassadeur près la République populaire de Chine
 29- Saikhou Até Doumbouya, ambassadeur près la République de Guinée Equatoriale
 30- Sinkoun Sylla, ambassadeur près le Japon
 31- Siradiou Diallo, ambassadeur près la République fédérale d'Allemagne
 32- Soriba Camara, ambassadeur près la République arabe d'Egypte
 33- Thierno Ousmane Diallo, ambassadeur près le royaume d'Espagne
 34- Tidiane Condé, ambassadeur près la République de Sierra Leone

Une synthèse de Tidiane Diallo

Burkina Faso

La junte place ses hommes à la tête des forces de sécurité

Alors que se tient ce jeudi à Accra un important sommet de la Cédéao sur la situation au Burkina Faso, le MPSR dirigé par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba poursuit le processus engagé pour réformer les institutions. Mercredi, d'importants remaniements ont été faits à la tête des forces de sécurité.

La lutte contre les groupes armés terroristes étant la priorité annoncée par la junte et le souhait numéro un de la population, les militaires au pouvoir au Burkina Faso ont décidé de placer des hommes de confiance et des opérationnels à la tête des forces de sécurité.

Décrets
 Le président du MPSR, Paul-

Henri Sandaogo Damiba, a nommé, par décrets, le colonel-major David Kabré, chef d'état-major général des armées. David Kabré a participé à la transition sous Isaac Zida en tant que ministre des Sports.

Après avoir dirigé la région de Kaya, puis la division des opérations, le colonel-major Adam Néré est nommé chef

d'état-major de l'armée de terre. Le lieutenant-colonel Evrad Somda prend lui la tête de la gendarmerie nationale.

Réouverture des frontières
 D'autres décrets importants ont été diffusés durant la demi-finale Sénégal-Burkina. Ainsi, les collectivités territoriales sont dissoutes et placées sous délégations spéciales. Et le

couvre-feu en place depuis le coup d'État est levé mais les événements festifs sont toujours interdits après minuit durant la semaine et après 2h du matin le week-end.

Enfin, le lieutenant-colonel Damiba a signé un dernier décret pour officialiser la réouverture des frontières terrestres du Burkina Faso.

RFI

Conseil des ministres

Le compte rendu de la session ordinaire du jeudi 3 février

La Session Ordinaire du Conseil des Ministres s'est tenue ce jeudi 3 février 2022 de 10H à 12H, sous la haute autorité de son Excellence Monsieur le Président du CNRD, Président de la Transition, Chef de l'État, Chef Suprême des Forces Armées, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA.

Les points suivants étaient inscrits à l'ordre du jour :

I. MESSAGE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION.

II. COMPTE RENDU DE LA SESSION ORDINAIRE DU C O N S E I L INTERMINISTÉRIEL DU MARDI 01 FÉVRIER 2022.

III. RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS

I. Au titre du premier point, Son Excellence Monsieur le Président de la Transition a rappelé l'importance qu'il attache à la récupération rapide des domaines de l'État. Cette action de récupération des domaines publics de l'Etat se fera sans passion et dans le respect scrupuleux des règles.

Le Président de la transition a informé le Conseil que les membres du Conseil national de la Transition seront installés le samedi 05 février 2022. A cette occasion, il sollicite le soutien de tous les membres du gouvernement pour une parfaite réussite de la transition.

Le Chef de l'État a annoncé la mise à la disposition de la Guinée par le Fonds Monétaire Internationale (FMI) d'un droit de tirage spécial (DTS) d'un montant de 150 Millions de dollars US pour lutter contre le Covid19.

Le Président de la Transition a instruit les ministres disposant de projets réalistes et à faible coût, de bien vouloir les inscrire dans leurs plans de développement sectoriel.

Aussi, Le Colonel Mamadi DOUMBOUYA a mis un accent sur la salubrité et l'aménagement de la capitale, principalement les trottoirs et les marchés de Conakry.

Le Président de la transition a instruit le Ministre en charge



des Infrastructures et celui de l'Habitat de poursuivre les grands travaux de voirie en vue de désengorger la circulation à Conakry. Il a insisté sur la nécessité de l'achèvement desdits travaux avant le début de la saison pluvieuse.

Le Chef de l'État a soumis à la réflexion du Ministère en charge de la Jeunesse et des Sports la faisabilité de l'organisation par la Guinée de la Coupe d'Afrique 2025. Il a chargé le Ministre de procéder à la recomposition du COCAN dans un bref délai.

Enfin, le Colonel Mamadi DOUMBOUYA a attiré l'attention du conseil sur l'urgence de faire l'état des lieux de la société Électricité de Guinée (EDG) afin d'améliorer la desserte en électricité des villes du pays. Au titre du deuxième point de l'ordre du jour

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement a fait le compte rendu de son déplacement à Fria dont l'objectif principal était de s'enquérir des conditions d'exploitation de nos mines. Aux dirigeants locaux de

Russal, il a instruit l'obligation de s'aligner d'ici le 1e Mai sur les standards internationaux de lutte contre la pollution. Le Chef du Gouvernement a instruit le Ministre du Travail et de la Fonction Publique de lui faire un rapport sur les conditions de vie des travailleurs dans les 10 prochains jours.

Le Premier ministre a félicité les ministres qui ont élaboré la liste des Établissements Publics à caractère Administratif (EPA) relevant de leurs départements respectifs. Il a exhorté les autres à en faire autant.

Pour finir, le Chef du Gouvernement a invité le Ministre du Commerce, de l'Industrie et des PME à finaliser avec ses équipes les formalités relatives à la participation de la Guinée à Dubaï Expo.

LES RECOMMANDATIONS FORMULÉES AU CONSEIL DES MINISTRES

Au titre de la Communication relative à la commémoration de la journée internationale tolérance zéro aux MGF prévue le 6 février 2022

Il a été recommandé au Ministre de la Promotion

féminine, de l'Enfance et des personnes vulnérables :

D'actualiser et d'adapter la stratégie nationale de lutte contre l'excision aux réalités nationales en tenant compte des bonnes pratiques traditionnelles ;

1. D'actualiser et d'adapter la stratégie nationale de lutte contre l'excision aux réalités nationales en tenant compte des bonnes pratiques traditionnelles ;

2. D'associer pour plus d'impact social les sages et les religieux dans la sensibilisation et la communication liée à ces pratiques ;

3. De communiquer davantage pour faire connaître le leadership de notre pays dans le domaine de la lutte contre ce fléau.

Au titre de la communication relative au quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitation.

Il a été recommandé au Ministre de l'Économie, des Finances et du Plan de :

1. Lancer le processus de rédaction des termes de référence du recensement ;

2. Profiter de ce recensement pour déclencher une dynamique en faveur des jeunes en termes d'emploi ;

3. Associer étroitement les ministères de la Décentralisation, de la Sécurité, des Télécommunications, de la Promotion féminine et de la Santé dans ce processus afin

de disposer d'une base de données complète sur l'état du pays.

Au titre de la communication relative à la Can 2021 au Cameroun

Il a été recommandé au Ministre de la Jeunesse et des Sports de :

1. Définir une stratégie globale de développement du sport en général et du football en particulier ;

2. Relancer la formation dans les métiers du sport à travers le développement des Centres de formation dédiée.

Enfin :

1. Une commission est mise en place sous la présidence du Ministre Secrétaire Général à la Présidence afin de mener la réflexion sur la question de logement des Ministres et de faire des propositions.

2. Le cadre de concertation créé pour la zone de Boké sera élargi aux problématiques posées par l'Usine de Friguia.

3. Pour une meilleure compréhension de la procédure d'adoption des textes législatifs et réglementaires, le Conseil a demandé au Ministre Secrétaire Général du Gouvernement à faire une communication sur le sujet au prochain conseil interministériel.

4. Enfin, le conseil a recommandé la mise en place d'une commission interministérielle présidée par le Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger chargée de faire l'état des lieux exhaustifs de la contribution financière de la Guinée auprès des organismes et institutions internationaux en vue de réfléchir sur une meilleure rationalisation de la participation de la Guinée Conakry, le 3 février 2022

Ousmane Gaoual Diallo,
Ministre de l'Urbanisme,
de l'Habitat et de
l'Amenagement du
Territoire -Porte Parole du
Gouvernement



Départements ministériels

Des cadres nommés à l'Economie et aux Télécommunications

Le mercredi 2 février 2022, le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a procédé à la nomination de cadres au niveau de certains départements ministériels. C'était dans une série de décrets lus à la télévision nationale.

Au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Jean Joseph Gomes a été nommé inspecteur des finances, avec pour adjoint M. Mamadou Baldé.

Lamine Minos Camara, précédemment Directeur adjoint du contrôle des marchés publics, est nommé Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics. Mohamed Diallo, précédemment consultant expert en passation des marchés est promu Directeur national du contrôle des marchés publics.

Quant à M. Kabinet Traoré, précédemment consultant formation Business Management, il devient Directeur national adjoint du contrôle des marchés publics.

Au Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique, M. Alpha Camara devient Conseiller Principal. M. Fodé Youla est nommé Conseiller en charge des Télécommunications, Postes et du Numérique.

Kéfina Diakité



Mali

L'UE sanctionne cinq responsables, dont le Premier ministre

L'UE a sanctionné vendredi cinq responsables maliens, dont le Premier ministre de transition Choguel Kokalla Maïga, accusés de faire obstacle à la transition politique dans ce pays dirigé par une junte, selon un communiqué.



Ces sanctions consistent en une interdiction d'entrée sur le territoire de l'UE et un gel de leurs avoirs. Il est en outre interdit aux personnes et entités de l'UE de mettre des fonds à la disposition de ces cinq responsables.

Outre le Premier ministre, figurent parmi les responsables sanctionnés deux « membres-clés du cercle rapproché » du colonel

Assimi Goïta, le chef de la junte malienne, investi président de transition en mai 2021 après un deuxième putsch.

Il s'agit de Malick Diaw et Ismaël Wagué, considérés comme des instigateurs du coup d'Etat d'août 2020, au cours duquel les militaires ont renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta, selon les motifs des sanctions publiés

au Journal officiel de l'UE.

En outre, Ibrahim Ikassa Maïga, ministre de la Refondation depuis juin 2021, et Adama Ben Diarra, chef d'une organisation de soutien aux putschistes, sont également ciblés pour avoir joué un rôle-clé dans le renversement du président Keita, selon la même source.

Ces cinq responsables ont

déjà été sanctionnés par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao).

L'organisation a pris le 9 janvier une batterie de mesures économiques et diplomatiques vigoureuses à l'encontre du Mali pour sanctionner l'intention de la junte de se maintenir au pouvoir encore plusieurs années et son refus d'organiser le 27 février, comme elle s'y était initialement engagée, des élections ramenant les civils au pouvoir.

Le principe de sanctions ciblées de l'UE, pour appuyer celles prises par la Cédéao, avait été acté lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Vingt-Sept le 24 janvier à Bruxelles.

L'expulsion de l'ambassadeur de France par la junte qui a aussi exigé le départ d'un contingent danois fraîchement déployé au Mali a encore exacerbé les tensions. Paris s'est donné deux semaines pour décider avec ses partenaires européens de l'avenir de leur présence militaire dans ce

pays, où ils combattent des groupes jihadistes.

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell a averti que l'expulsion de l'ambassadeur français « isolera » le Mali et a exprimé sa « solidarité » avec la France et le Danemark.

Lors d'un entretien avec le ministre des Affaires étrangères malien Abdoulaye Diop le 26 janvier, M. Borrell avait rappelé que l'UE souhaitait rester engagée au Mali et au Sahel, mais « pas à n'importe quel prix ».

La question de l'engagement européen au Mali devrait s'inviter au sommet Union européenne/Union africaine prévu les 17 et 18 février à Bruxelles.

Les Européens s'inquiètent également des agissements dans cette région des mercenaires de la société paramilitaire russe Wagner. Selon le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian, la junte malienne, de plus en plus isolée, n'a pour seuls « partenaires » que les mercenaires de Wagner.

Afrique

L'Union africaine condamne les coups d'Etat et s'évite un débat houleux sur Israël

Les dirigeants africains ont condamné dimanche « sans équivoque » la récente « vague » de coups d'Etat sur le continent, lors du sommet annuel de l'Union africaine (UA), où les discussions sur l'accréditation controversée d'Israël à l'organisation ont été reportées.



Les coups d'Etat qui ont secoué le continent durant l'année écoulée – le dernier au Burkina Faso il y a deux semaines – étaient un des sujets incontournables de l'agenda chargé de ce sommet, organisé dans la capitale éthiopienne Addis-Abeba. Les dirigeants africains ont « condamné sans équivoque (...) la vague de changements anticonstitutionnels de gouvernements » lors de la réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, a déclaré son responsable Bankole Adeoye. L'UA « ne tolérera aucun coup d'Etat militaire sous quelque forme que ce soit », a-t-il ajouté, soulignant qu'« à aucun moment dans l'histoire de l'Union

africaine, nous n'avons eu quatre pays suspendus en 12 mois: le Mali, la Guinée, le Soudan et le Burkina Faso ». Dans un discours samedi, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, avait lui aussi évoqué la « funeste vague » de putschs et pointé des « liens de causalité connus » avec le terrorisme. – Controverse repoussée – L'UA a en revanche choisi de ne pas afficher ses dissensions sur le sujet sensible de l'accréditation d'Israël, une décision prise en juillet par Moussa Faki et qui divise l'organisation. Plusieurs Etats membres, dont l'Afrique du Sud et l'Algérie, s'en sont indignés, estimant que ce

choix allait à l'encontre des déclarations de l'organisation soutenant les Territoires palestiniens. Les deux pays ont fait pression pour inscrire ce sujet à l'ordre du jour. Un débat prévu dimanche a été « suspendu », ont indiqué des sources diplomatiques à l'AFP, et un comité va être créé « pour étudier la question ». Ce comité comprendra l'Afrique du Sud et l'Algérie, mais aussi le Rwanda et la République démocratique du Congo, qui soutiennent la décision de M. Faki, ainsi que le Cameroun et le Nigeria, selon les diplomates interrogés. Le ministère israélien des Affaires étrangères a estimé que l'UA « a rejeté les tentatives de

l'Algérie et de l'Afrique du Sud de révoquer » son accréditation, dans un communiqué indiquant que les conclusions du comité seraient connues lors du sommet de l'UA de 2023. Ce report écarte l'éventualité d'un vote qui, selon des analystes, aurait pu provoquer une scission sans précédent dans l'histoire de l'UA, qui fête ses 20 ans. Dans un discours à huis clos samedi, Moussa Faki a justifié sa décision, rappelant que 44 Etats membres « reconnaissent Israël et ont établi des relations diplomatiques avec cet Etat ». Une accréditation avec statut d'observateur d'Israël, octroyée aux Territoires Palestiniens depuis 2013, s'inscrit également « dans le soutien solennel à la solution des deux Etats », a-t-il affirmé. Samedi, le Premier ministre palestinien Mohammed Shtayyeh avait demandé le retrait de cette accréditation, estimant qu'Israël ne doit pas être « récompensé » pour son « régime d'apartheid », reprenant une formule d'un récent rapport d'Amnesty International. Les Etats non-africains accrédités peuvent assister à certaines conférences, accéder à des documents non-confidentiels de l'UA et présenter des déclarations lors de réunions les concernant. – Efforts de paix en Ethiopie – Il n'est pas clair si le sommet, dont l'essentiel des sessions

s'est déroulée à huis clos, a abordé la guerre qui fait rage dans le pays-hôte. Le nord de l'Ethiopie est ravagé depuis 15 mois par un conflit entre forces progouvernementales et rebelles de la région du Tigré, qui a fait des milliers de morts et, selon l'ONU, mené des centaines de milliers de personnes au bord de la famine. Bankole Adeoye a assuré que « toutes les situations de conflit étaient à l'agenda du sommet ». L'UA, dont le siège se trouve dans la capitale éthiopienne, est critiquée pour sa position dans ce conflit. M. Faki a ainsi attendu août, soit neuf mois après le début des combats, pour nommer l'ancien président nigérian Olusegun Obasanjo comme envoyé spécial chargé d'obtenir un cessez-le-feu. L'Ethiopie a également continué à siéger au Conseil de paix et de sécurité. Elle n'a toutefois pas été reconduite cette semaine pour un nouveau mandat, ont indiqué des diplomates. M. Adeoye a estimé qu'il n'était « pas vrai » que l'UA a été lente à réagir: pour lui, « il était impossible que l'UA ne s'engage pas dans une telle situation, étant donné précisément sa situation en Ethiopie ». M. Obasanjo doit se rendre cette semaine dans les régions touchées par la guerre, a-t-il indiqué.

Afp



Votre site indépendant d'information tous azimuts.

En lançant officiellement ce nouveau site d'information, dénommé www.kefinafasso.com, il est loin de nous la prétention de peindre en noir ou de brocarder tout ce qui a été fait à ce jour par la presse en ligne de notre pays. "Kefinafasso" se donne pour mission principale, en toute indépendance, la collecte, le traitement et la publication des informations fiables et crédibles sur la Guinée, l'Afrique et le monde. L'objectif visé est de se positionner dans l'espace médiatique comme un site

indépendant d'information tous azimuts pour rassembler les citoyens qui font de la Nation le cadre déterminant de l'action politique, et de la politique sociale un fondement de la Fraternité, composante essentielle de l'unité nationale. L'administration et la rédaction du site "kefinafasso" se distingueront, en tout temps, par leur ouverture aux critiques et suggestions pertinentes qui, à coup sûr, leur permettront de s'amender et de corriger éventuellement des erreurs commises dans le processus de collecte,

de traitement et de publication des informations. La Guinée, notre pays, au regard de son passé qui divise plus qu'il ne rassemble ses fils, mériterait enfin que l'on lui débaille le chemin menant à un développement harmonieux et multisectoriel. Pour ce faire, les médias en général et les sites d'information en particulier se doivent de jouer un rôle positif dans la construction d'une nation que nous voulons tous prospère et débarrassée définitivement de l'ethnocentrisme, du

communautarisme, du régionalisme et du clientélisme sous toutes leurs formes. C'est cette mission ô combien noble et exaltante que le site "kefinafasso" ambitionne de mener sur le vaste chantier de l'information et de la communication au service exclusif des Guinéens de tous bords. Bienvenue et bonne lecture sur www.kefinafasso.com

La Rédaction

Pourquoi le site www.kefinafasso.com

Depuis l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'on constate, avec bonheur, que des sites se sont créés en Guinée pour rapprocher davantage les populations des réalités des divers domaines de la vie nationale : politique, économie, culture, société, sport, santé, environnement, mines, développement durable, etc.